

MALGRÉ UN HOMME DE PAIX

Syrie, avenir de violence ?

Alors que la Syrie n'en finit pas de compter ses morts, la communauté internationale compte les points. Expulsé par le régime de Bachar el-Assad en juin dernier, le père italien Paolo Dall'Oglio parcourt aujourd'hui le monde pour appeler à reconstruire une Syrie pacifiée. Rencontre avec le fondateur du monastère de Mar Musa.



© Magazine L'appel - Stephan Grawez

Carrure de basketteur et verbe fort, le père Paolo Dall'Oglio est un jésuite bien trempé. Fait docteur honoris causa en 2009 par l'UCL et la KUL, cet homme de paix, fervent promoteur du dialogue islamo-chrétien témoigne et plaide pour une reconstruction de son pays d'adoption. « Il y a un peuple pilonné, bombardé violemment, par un régime illégitime. Il est du devoir de la communauté internationale de défendre ce peuple. Si le veto de la Russie au Conseil de sécurité empêche toute intervention, il faut alors donner aux Syriens la capacité d'abattre les avions de l'armée de Bachar el-Assad », tonne le père Paolo. Ces propos lui ont valu, début octobre, d'être rappelé à l'ordre par son supérieur jésuite à Damas qui lui reproche d'appeler à la violence et à l'armement de la rébellion... Mais pour père Dall'Oglio, la non-violence reste un objectif, même si le pouvoir est complètement sourd aux appels à la liberté d'expression et au changement. Et que ce pouvoir attise la violence pour pouvoir en faire porter la responsabilité sur la rébellion. « Pour la propagande de Bachar el-Assad, il n'y a pas de rébellion. Il n'y a que des terroristes... », explique le jésuite.

LE PÈRE PAOLO DALL'OGLIO.

« L'indifférence nous tue,
la solidarité nous redonne la vie. »

RISQUE D'ÉCLATEMENT

L'homme craint aussi la guerre civile. « Il y a un risque d'éclatement de la Syrie pour refaire un monde chiite séparé. La menace d'une guerre civile de longue haleine plane sur le pays. Mais ce serait un mauvais calcul que de laisser aller les choses ainsi. On pourrait basculer vers un Moyen-Orient disloqué, basé sur des discriminations religieuses et ethniques. On se retrouverait avec une poudrrière sans solution pour de nombreuses années. Il faut revenir à de meilleurs conseils et travailler à l'unité. Il faut faire un travail constitutionnel qui puisse sauvegarder les spécificités géographiques, respecter les druzes, les alaouites, les bédouins, les kurdes, et garantir les spécificités communautaires : des chrétiens, des femmes, des syndicats. On ne va pas faire une Syrie seulement pour les frères musulmans, où tout serait décidé à partir de leur groupe qui représente 51% de la population. Sinon, ce ne sera pas une démocratie, mais une suprématie... »

OBSTACLES AUX ACCORDS

Une démocratie attendue, mais si difficile à entrevoir... Car plusieurs choses coïncident fondamentalement et donnent un sentiment d'enlèvement. D'une part, la ferme volonté des Syriens d'en finir avec le régime. « La Syrie paie un prix monstre, mais il y a un point sur lequel ils ne sont pas prêts à discuter : c'est un deal avec le régime. Ils sont prêts à accepter une fuite de Bachar, mais jamais un accord qui les ferait renoncer à la démocratie. »

Ensuite, l'attitude des chancelleries occidentales et de l'ONU. « Ils ne sont pas vraiment intéressés à une pleine démocratie. Ils sont habitués à des monarchies absolues, à des régimes forts. L'ONU et la Ligue arabe ont été davantage des syndicats des régimes plutôt que des assemblées des peuples ! »

Le troisième obstacle est sûrement la Russie qui, avec son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, bloque actuellement toute issue. « La Russie attend peut-être que le vent tourne. Comme par exemple si une guerre avec l'Iran devait se concrétiser... » Mais plus profondément, la Russie pense que Bachar peut continuer le sale boulot. « Les Russes pensent que Bachar va continuer à détruire le plus possible. Donc, aussi les ennemis de la Russie... Et dans son réduit, il restera protégé des Russes », confie le père Dall'Oglio.

Ce qui se passe également est sans doute un bras de fer entre Russie et OTAN en

matière géostratégique. « La Russie veut se venger de la Lybie et du Kosovo, estime le père Paolo. Ils veulent montrer que cela suffit et qu'ils peuvent résister. Poutine le dit très fort : c'est le point de non-retour de l'équilibre continental. »

« Sinon, ce ne sera pas une démocratie, mais une suprématie... »

L'issue diplomatique devra donc sans doute associer les voisins « locaux » : la Russie pour jouer un rôle de garant de la Syrie méditerranéenne ; l'Iran pour jouer un rôle à l'Est ; ainsi que d'autres grandes puissances. La partie n'est pas encore gagnée...

L'INDIFFÉRENCE TUE

En attendant, « l'indifférence nous tue, la solidarité nous redonne la vie », entonne le père Paolo. « Il y a mille façons d'être en

solidarité face à cette situation. Il faut choisir ses partenaires. S'il y a une conscience politique des Belges, ils doivent forcer des associations comme Caritas à ne pas simplement distribuer de l'argent à des Églises qui ont déjà décidé de quitter la Syrie. Il faut s'ouvrir aux chrétiens qui veulent rester et qui veulent être en harmonie avec leurs voisins musulmans et bâtir une Syrie nouvelle. »

Une Syrie où les acteurs de la révolution actuelle se retrouvent pour reconstruire, ensemble, au-delà des clivages. « Dans la révolution, il y a des sunnites, des chrétiens, des alaouites. La révolution est faite par des Syriens de tous bords. Mais il est certain que la base populaire de la révolution est souvenue sunnite et que la base populaire du régime est plutôt alaouite et chrétienne ». La reconstruction devra passer aussi par une réconciliation.

Stephan GRAWEZ

Voir aussi l'article de Matthieu PELTIER, dans *L'appel* n° 348, juin 2012 : « Mar Musa : le dialogue comme arme de paix ».

JEAN BAPTISTE, DE FACEBOOK À L'EXIL

Yahia (Jean Baptiste) se rappellera longuement de cette journée du 15 mars 2011. Première manifestation d'envergure contre le régime dictatorial de Bachar el-Assad. À Damas, l'exemple de la Tunisie et de l'Égypte fait tache d'huile. « L'annonce de la fuite de Moubarak nous a fait comprendre que si c'était possible en Égypte, ce pouvait l'être aussi en Syrie, explique ce jeune, aujourd'hui inscrit dans une université belge. Avant cette date, nous avons déjà mobilisé via Facebook, mais sans réel succès... Pour nous, l'espoir débutait vraiment. Nous voulions la liberté d'expression et la fin de l'état d'urgence ». Ayant utilisé jusqu'à deux cents profils Facebook différents pour ne pas être repéré par les autorités, Yahia sera finalement arrêté. Emprisonné, il subit tortures et intimidations. « Les interrogatoires visaient à nous faire avouer nos objectifs et savoir si nous étions payés par des agents extérieurs. Les policiers voulaient nous faire peur et tentaient d'opposer les chrétiens, qui travailleraient pour l'extérieur, aux kurdes, qui voudraient quitter le pays, aux druzes, qui seraient alliés d'Israël. Rien que des intimidations pour éviter un futur vivre-ensemble et faire détester 'l'autre'. »

RENAISSANCE

Après la prison, le retour au village et dans sa famille reste un échec. « Tout le monde croyait que je pouvais être un espion, confie-t-il avec une étreinte dans la voix. Je me suis enfui à Mar Musa pendant six mois. J'y ai trouvé un espace de dialogue et d'acceptation de l'autre. L'inverse de ce que l'on avait tenté de me faire croire en prison. Le monastère de Mar Musa, c'est l'expérience de la convivialité entre les Syriens. La preuve d'une cohabitation possible, toutes communautés syriennes confondues. »